

# Salariés : quelles conditions pour bénéficier du maintien de salaire, et quelle indemnité ?

La Loi de mensualisation pose les conditions requises pour bénéficier du maintien de salaire, la franchise applicable et le montant de l'indemnité. Cette loi de 1978 a été revisitée par la loi du 25 Juin 2008 et en a amélioré le principe. Retenons les grands principes :



## Conditions

- **Avoir 1 an d'ancienneté** dans l'entreprise au 1er jour d'arrêt (prise en compte de tous les contrats de travail dans la même entreprise, y compris les CDD non successifs).
- Un arrêt de travail médicalement constaté et indemnisé par la Sécurité sociale.



## Franchise

- **Délai de carence de 7 jours** en cas d'accident ou de maladie non professionnels.



## Indemnité

- **90 % du salaire brut dans les 30 premiers jours** (+ 10 jours par période d'ancienneté de 5 ans, maxi 90 jours).
- **66,66 % du salaire brut dans les 30 jours suivants** (+ 10 jours par période d'ancienneté de 5 ans, maxi 90 jours).
- Prise en compte du cumul des jours d'arrêt de travail des 12 mois antérieurs.

L'indemnité à verser dépend de **l'ancienneté acquise du salarié** dans l'entreprise. Parfois, certains dispositifs conventionnels améliorent le cadre légal et précisent que l'ancienneté acquise est calculée en rapport avec l'ancienneté acquise du salarié dans la profession, indépendamment de la notion de l'entreprise. Par exemple, la Convention Collective des cabinets d'architectes (Idcc 2332) supprime totalement la notion d'ancienneté pour bénéficier du maintien du salaire.



## Indemnisation par période de 12 mois (1)

Ancienneté	Point de départ		Durée	
	Accident du travail	Maladie Accidents du trajet	à 90% du salaire brut	à 66,66% du salaire brut
1 à 6 ans	1 <sup>er</sup> jour	8 <sup>ème</sup> jour	30 jours	30 jours
6 à 11 ans	1 <sup>er</sup> jour	8 <sup>ème</sup> jour	40 jours	40 jours
11 à 16 ans	1 <sup>er</sup> jour	8 <sup>ème</sup> jour	50 jours	50 jours
16 à 21 ans	1 <sup>er</sup> jour	8 <sup>ème</sup> jour	60 jours	60 jours
21 à 26 ans	1 <sup>er</sup> jour	8 <sup>ème</sup> jour	70 jours	70 jours
26 à 31 ans	1 <sup>er</sup> jour	8 <sup>ème</sup> jour	80 jours	80 jours
+31 ans	1 <sup>er</sup> jour	8 <sup>ème</sup> jour	90 jours	90 jours

(1) Les indemnités de la Sécurité sociale et des régimes de prévoyance se déduisent de cette garantie de rémunération.

Lors de chaque arrêt de travail, les délais d'indemnisation commencent à courir à compter du 8<sup>ème</sup> jour d'absence (11<sup>ème</sup> jour avant **la loi n°2008-596 du 25 juin 2008**) s'il ne s'agit pas d'un arrêt de travail (AT) ou d'une maladie professionnelle. **C. trav., art. D.1226-3**